



PRÉFÈTE DE LA MAYENNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Citoyenneté
Bureau des procédures
environnementales et foncières**

Arrêté n° 53DCBPEF-2025-159 en date du 23 octobre 2025

autorisant la société Lafarge Ciments à poursuivre l'exploitation de ses installations de fabrication de ciment et de co-incinération de déchets, situées Route de Bréal à Saint-Pierre-la-Cour (53410)

La Préfète de La Mayenne
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement ;

Vu la décision 2013/163/UE du 26 mars 2013 de la Commission européenne établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour la production de ciment, de chaux et d'oxyde de magnésium, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil relative aux émissions industrielles ;

Vu le décret du Président de la République du 30 juillet 2025 portant nomination de Mme Nadège BAPTISTA, préfète de la Mayenne ;

Vu les arrêtés ministériels du 20 septembre 2002 modifiés relatifs aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets dangereux et de déchets non dangereux ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 17 août 2019 modifié relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 modifié relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement fixée à l'article R. 511-9 du code de l'environnement, et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités fixée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;

Vu le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) des Pays-de-la-Loire approuvé le 7 février 2022,

Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin versant Loire-Bretagne, approuvé par arrêté de la préfète coordinatrice de bassin Loire-Bretagne le 18 mars 2022 ;

Vu le schéma d'aménagement et de gestion des eaux de la Vilaine ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 23 juin 2015 autorisant la société LAFARGE CEMENTS, dont le siège social est situé 2, avenue du Général de Gaulle à Clamart (92148), à poursuivre les activités de fabrication de ciment et de co-incinération de déchets, situées Route de Bréal à Saint-Pierre-la-Cour ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 11 avril 2017 fixant des prescriptions complémentaires et modifiant l'arrêté préfectoral en date du 23 juin 2015 susvisé ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire en date du 24 janvier 2020 prescrivant la réalisation d'une étude technico-économique relative aux prélèvements et à la consommation d'eau et aux moyens de réduction pour la prévention du risque sécheresse à la société LAFARGE CEMENTS, située Route de Bréal à Saint-Pierre-la-Cour ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire en date du 6 mai 2021 modifiant l'arrêté préfectoral du 23 juin 2015 susvisé ;

Vu la demande d'autorisation environnementale présentée le 23 décembre 2022, complétée en dernier lieu le 17 janvier 2024, par la société LAFARGE CEMENTS en vue de la création de deux ateliers supplémentaires de combustibles de substitution et d'une plateforme de matériaux de déconstruction, visant à la réduction des émissions de CO₂ d'origine fossile de la cimenterie exploitée route de Bréal à Saint-Pierre-la-Cour ;

Vu le porter à connaissance transmis en janvier 2023 relatif à la mise en place d'un broyeur d'argile calcinée et à la modification des moyens de détection et de lutte incendie de la zone de stockage de bois broyé au niveau de l'atelier des argiles calcinées ;

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R. 181-32 du code de l'environnement ;

Vu l'information en date du 16 juillet 2024 sur l'existence d'un avis de l'autorité environnementale réputé sans observation ;

Vu le courrier de la société LAFARGE CEMENTS reçu le 13 septembre 2024 accusant réception de l'avis tacite sans observation de l'autorité environnementale ;

Vu l'arrêté préfectoral n°BPEF-2023-166 en date du 23 septembre 2024 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique sur la demande d'autorisation environnementale présentée par la société Lafarge Ciments, en vue de la création de deux ateliers supplémentaires de combustibles de substitution et d'une plateforme de matériaux de déconstruction, visant à la réduction des émissions de CO₂ d'origine fossile de la cimenterie exploitée Route de Bréal à Saint-Pierre-la-Cour ;

Vu le registre d'enquête mis à disposition du public pendant la durée de l'enquête en mairie de Saint-Pierre-la-Cour, remis par le commissaire-enquêteur le 12 décembre 2024 ;

Vu le rapport, les conclusions et l'avis favorable du commissaire-enquêteur remis le 12 décembre 2024 ;

Vu les avis émis par les conseils municipaux des communes de Bourgon, Bréal-sous-Vitré, Launay-Villiers, La Brûlatte, La Gravelle, Erbrée, Le Pertre, Saint-Pierre-la-Cour ;

Vu l'arrêté préfectoral n°53DCBPEF-2025-054 en date du 18 avril 2025 portant prorogation du délai de la phase de décision sur la demande d'autorisation environnementale présentée par la société LAFARGE CEMENTS en vue de la création de deux ateliers supplémentaires de combustibles de substitution et d'une plateforme de matériaux de déconstruction, visant à la réduction des émissions de CO₂ d'origine fossile de la cimenterie exploitée Route de Bréal à Saint-Pierre-la-Cour ;

Vu l'arrêté préfectoral n°53DCBPEF-2025-062 en date du 7 mai 2025 portant décision spéciale accordée au titre de l'article L. 181-30 du code de l'environnement, désignant les travaux dont l'exécution peut être anticipée dans le cadre de la demande d'autorisation environnementale présentée par la société LAFARGE CEMENTS en vue de la création de deux ateliers supplémentaires de combustibles de substitution et d'une plateforme de matériaux de déconstruction, visant à la réduction des émissions de CO₂ d'origine fossile de la cimenterie exploitée Route de Bréal à Saint-Pierre-la-Cour ;

Vu le rapport et les propositions de la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement Pays de la Loire, inspection des installations classées, en date du 15 octobre 2025 ;

Vu la transmission par courriel en date du 17 octobre 2025 du projet d'arrêté préfectoral au pétitionnaire dans le cadre de la procédure contradictoire ;

Vu l'accusé réception du pétitionnaire en date du 21 octobre 2025 indiquant ne pas avoir d'observations sur le projet d'arrêté préfectoral qui lui a été transmis dans le cadre de la procédure contradictoire ;

Considérant que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale définie au Titre VIII du Livre I^{er} du code de l'environnement ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R. 181-32 du code de l'environnement, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État, et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

Considérant que les consultations effectuées n'ont pas mis en évidence la nécessité de faire évoluer le projet initial et que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, les modalités d'implantation, fixées par le présent arrêté préfectoral d'autorisation permettent de prévenir les dangers et les inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature et de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation économe des sols naturels, agricoles ou forestiers, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, pour la conservation des sites et des monuments ainsi que les éléments du patrimoine archéologique ;

Considérant que le décret n°2024-742 du 6 juillet 2024 portant diverses dispositions d'application de la loi industrie verte et de simplification en matière d'environnement, en son article 58, a abrogé le point 5° de l'article R. 516-2 du code de l'environnement, relatif aux garanties financières ;

Considérant que le projet ne nécessite pas une présentation obligatoire devant le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques, conformément aux dispositions de l'article R. 181-39 du code de l'environnement ;

Considérant que le projet d'arrêté préfectoral a été porté à la connaissance du pétitionnaire dans le cadre de la procédure contradictoire par courriel du 17 octobre 2025 ;

Considérant que par courriel en date du 21 octobre 2025, le pétitionnaire a indiqué ne pas avoir d'observations sur le projet d'arrêté préfectoral qui lui a été soumis ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Mayenne ;

ARRÊTE

TITRE 1 PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.1.1 DOMAINE D'APPLICATION

La présente autorisation environnementale tient lieu d'autorisation d'exploiter au titre de l'article L. 181-1-2° du code de l'environnement.

Elle abroge la décision implicite de rejet, née le 25 août 2025, en application de l'article R. 181-42 du code de l'environnement.

Les nouvelles installations autorisées par le présent arrêté sont repérées en couleur sur le plan ci-annexé.

ARTICLE 1.1.2 EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société Lafarge Ciments (SIRET 30213556100108), désignée ci-après « l'exploitant », dont le siège social est situé 14/16, Boulevard Garibaldi à Issy-les-Moulineaux (92130), est autorisée sous réserve du

respect des prescriptions du présent arrêté, à poursuivre l'exploitation de ses installations de fabrication de ciment et de co-incinération de déchets, situées route de Bréal à Saint-Pierre-la-Cour (53410), et répertoriées à l'article 1.1.5 ci-après.

ARTICLE 1.1.3 AUTORISATIONS EMBARQUÉES

La présente autorisation environnementale tient lieu de :

- Absence d'opposition à déclaration d'installations, ouvrages, travaux et activités mentionnés au II de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, ou arrêté de prescriptions applicable aux installations, ouvrages, travaux et activités objet de la déclaration.

ARTICLE 1.1.4 APPLICATION ET MODIFICATIONS DES PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 juin 2015 susvisé, modifiées par le présent arrêté, s'appliquent aux installations nouvelles et aux installations existantes modifiées, autorisées par le présent arrêté d'autorisation environnementale.

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 mai 2021 susvisé sont abrogées.

L'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 juin 2015 modifié, susvisé est modifié comme suivant :

- les articles 4, 13, 16, 17, 42 sont abrogés
- la dénomination de l'article 34 est remplacée par : « Conditions de fonctionnement du four principal (clinker) »
- la dénomination du titre VI est remplacée par : « CONDITIONS D'EXPLOITATION DU FOUR DE LA LIGNE CLINKER ».
- l'article 46.1 est complété par la phrase : « Les rejets gazeux du four de la ligne argiles calcinées sont réintégrés dans le précalcinateur »
- l'intitulé de l'article 49 est remplacé par : « Valeurs limites d'émission dans l'air pour les fours »
- dans les articles 49 et 50, l'expression « du four » est remplacée par « des fours »
- dans l'intitulé des articles 59.1.1, 59.2.1, 59.2.2, l'expression « four rotatif » est remplacée par « fours rotatifs »

ARTICLE 1.1.5 LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 juin 2015 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Les installations classées exploitées relèvent des régimes de l'autorisation, de l'enregistrement, et de la déclaration prévus aux articles L. 512-1, L. 512-7 et L. 512-8 du code de l'environnement au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous.

Rubrique	Désignation	Caractéristiques autorisées	Régime*
1434-2	Liquides inflammables, liquides de point éclair compris entre 60 °C et 93 °C, fiouls lourds et pétroles bruts : 2. Installation de chargement ou de déchargement desservant un stockage de ces liquides soumis à autorisation	Déchargement de liquides inflammables	A
1435-2	Stations-services : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les	Volume annuel distribué : 2 030 m³	DC

Rubrique	Désignation	Caractéristiques autorisées	Régime*
	réservoirs à carburant de véhicules : 2. Supérieur à 100 m ³ d'essence ou 500 m ³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m ³		
2515-1a	1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant : a) Supérieure à 200 kW	– 2 ateliers de concassage des matières premières (1 000 kW et 1 500 kW de puissance installée) – 2 ateliers de broyage des matières premières (2 900 kW de puissance installée chacun) – 4 ateliers de broyage des ciments (BP 40 : 5 000 kW, BP 30 : 2 500 kW, BP 60 : 1 500 kW, BP 50 : 4 400 kW) – 1 atelier de broyage du charbon et/ou coke (1 500 kW) – 1 atelier de broyage des argiles calcinées (355 kW) – 1 broyeur de déchets minéraux solides sur la plateforme VALMAT (300 kW) Soit une puissance totale de 23 855 kW	E
2517-2	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, 2. La superficie de l'aire de transit étant supérieure à 5 000 m ² mais inférieure ou égale à 10 000 m ²	Plateforme VALMAT d'une superficie de 9 205 m²	D
2520	Fabrication de ciments, la capacité de production étant supérieure à 5 tonnes/jour	Production de ciments basée sur la capacité maximale de production de clinker, à savoir à 4 200 t/j . Production d'argiles calcinées : 360 t/j	A
2714-1	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³	<u>Déchets solides au four clinker :</u> – DSB1 : 1 silo de 120 m ³ – DSB2 : 1 silo de 1 000 m ³ – DSB3 : 4 silos de 150 m ³ chacun + 1 silo de 390 m ³ – FAN : 1 silo de 300 m ³ – 1 trémie de 100 m ³ pour injection au four <u>Déchets solides au précalcinateur :</u> – DIB1 : 1 hall de 1 000 m ³ – DIB2 : 1 hall de 3 000 m ³ – DIB3 : 1 hall de 7 500 m ³ – 1 plateforme de criblage et préparation de 9 000 m ³ <u>Déchets solides au four argiles calcinées :</u> – 1 hall de stockage de bois broyés : 80 m ³	E

Rubrique	Désignation	Caractéristiques autorisées	Régime*
		Volume total : 23 090 m³	
2718-1	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793.</p> <p>1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R.511-10 du Code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges</p>	<p><u>Valorisation énergétique :</u></p> <p><u>Déchets solides :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> – DSB1 : 1 silo de 120 m³ – DSB2 : 1 silo de 1 000 m³ – DSB3 : 4 silos de 150 m³ chacun + 1 silo de 390 m³ – FAN : 1 silo de 300 m³ – DIB1 : 1 hall de 1 000 m³ – DIB2 : 1 hall de 3 000 m³ – DIB3 : 1 hall de 7 500 m³ – 1 trémie de 100 m³ pour injection au four – 1 hall de stockage de bois broyés : 80 m³ <p><u>Déchets liquides :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> – 2 cuves aériennes de 250 m³ et 540 m³ Soit 14 880 m³ ou 4 594 t <p><u>Valorisation matière :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> – (VALMAT) 2 cases de 1 100 m³ et 1 000 m³ (3 150 t) + 3 silos de 60 m³ (90 t), soit 3 420 t <p>Quantité totale maximale : 8 014 t</p>	A
2770	<p>Installation de traitement thermique de déchets dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2792 et 2793 et des installations de combustion consommant comme déchets uniquement des déchets répondant à la définition de biomasse au sens de la rubrique 2910</p>	<p><u>Valorisation énergétique :</u></p> <p><u>Déchets solides :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> – DSB1 : 1 silo de 120 m³ – DSB2 : 1 silo de 1 000 m³ – DSB3 : 4 silos de 150 m³ chacun + 1 silo de 390 m³ – FAN : 1 silo de 300 m³ – DIB1 : 1 hall de 1 000 m³ – DIB2 : 1 hall de 3 000 m³ – DIB3 : 1 hall de 7 500 m³ – 1 trémie de 100 m³ pour injection au four – 1 hall de stockage de bois broyés : 80 m³ <p><u>Déchets liquides :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> – 2 cuves aériennes de 250 m³ et 540 m³ Soit 14 880 m³ ou 4 594 t <p>Capacité maximale de traitement en valorisation énergétique : 20 t/h ou 480 t/j</p>	A

Rubrique	Désignation	Caractéristiques autorisées	Régime*
2771	Installation de traitement thermique de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2971 et des installations consommant comme déchets uniquement des déchets répondant à la définition de biomasse au sens de la rubrique 2910	<p><u>Valorisation énergétique :</u></p> <p><u>Déchets solides au four clinker :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> – DSB1 : 1 silo de 120 m³ – DSB2 : 1 silo de 1 000 m³ – DSB3 : 4 silos de 150 m³ chacun + 1 silo de 390 m³ – FAN : 1 silo de 300 m³ – 1 trémie de 100 m³ pour injection au four <p><u>Déchets solides au précalcinateur :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> – DIB1 : 1 hall de 1 000 m³ – DIB2 : 1 hall de 3 000 m³ – DIB3 : 1 hall de 7 500 m³ – 1 plateforme de criblage et préparation de 9 000 m³ <p><u>Déchets solides au four argiles calcinées :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> – 1 hall de stockage de bois broyés : 80 m³ <p>Volume total : 23 090 m³</p> <p>Capacité maximale de traitement en valorisation énergétique : 82,9 t/h</p>	A
2790	Installation de traitement de déchets dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793 et 2795	<p><u>Stockages :</u></p> <p>Quantité maximale de déchets en ajout au cru susceptible d'être présente sur l'atelier VALMAT : 2 cases de 1 100 m³ et 1 000 m³ de terres polluées (3 150 t) + 3 silos de 60 m³ de déchets pulvérulents (90 t), soit 3 420 t</p> <p>Capacité maximale de traitement : 500 t/j</p>	A
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 et 2971 La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j	<p>Quantité maximale de déchets traités en ajout au cru (VALMAT) : 1 500 t/j</p> <p>Quantité maximale de déchets combustibles traités par broyage en ajout au four : 360 t/j (DIB3) + 100 t/j (pneus usagés)</p> <p>Quantité maximale de déchets en ajout ciment : 1 000 t/j</p> <p>Capacité maximale de traitement : 2 960 t/j</p>	A
2915-2	Chauffage (procédés de) utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles. 2. Lorsque la température d'utilisation est inférieure au point éclair des fluides, la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25 °C) est supérieure à 250 litres	Installation de chauffage du BHO : 15 000 litres de fluide thermique	D

Rubrique	Désignation	Caractéristiques autorisées	Régime*
2921-1a	<p>Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle, ou récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère</p> <p>1. Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle :</p> <p>a) La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW</p>	Puissance thermique évacuée : 4 187 kW	E
3110	Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW	<p>– Four clinker : 165 MW</p> <p>– Four argiles calcinées : 6,3 MW</p> <p>– 2 brûleurs de fuel de 4 MW chacun (chaudière BHO et foyer BP50)</p> <p>Puissance totale maximale : 179,3 MW</p>	A
3310-1a	<p>1. Production de clinker (ciment)</p> <p>a) Dans des fours rotatifs avec une capacité de production supérieure à 500 tonnes par jour</p>	Production de clinker (1 four) : 4 200 t/j	A
3510	<p>Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes :</p> <p>– mélange avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520</p> <p>– reconditionnement avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520</p> <p>– récupération/ régénération des solvants</p> <p>– recyclage/ récupération de matières inorganiques autres que des métaux ou des composés métalliques</p>	Valorisation matière : 500 t/j maximum	A
3520-a	Élimination ou valorisation de déchets non dangereux dans des installations de coïncinération avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure	Valorisation énergétique : 82,9 t/h maximum	A
3520-b	Élimination ou valorisation de déchets dangereux dans des installations de coïncinération avec une capacité supérieure à 10 tonnes par jour	Valorisation énergétique : 20 t/h, soit 480 t/j maximum	A

Rubrique	Désignation	Caractéristiques autorisées	Régime*
3532	Valorisation ou mélange de valorisation et d'élimination de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE : – prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la coïncinération – traitement du laitier et des cendres	– Quantité de déchets pré-traités en amont des fours : 1 300 t/j maximum – Quantité de déchets en ajout ciment : 1 000 t/j maximum Soit au total 2 300 t/j maximum	A
3550	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte	<u>Valorisation énergétique :</u> <u>Déchets solides :</u> – DSB1 : 1 silo de 120 m ³ – DSB2 : 1 silo de 1 000 m ³ – DSB3 : 4 silos de 150 m ³ chacun + 1 silo de 390 m ³ – FAN : 1 silo de 300 m ³ – DIB1 : 1 hall de 1 000 m ³ – DIB2 : 1 hall de 3 000 m ³ – DIB3 : 1 hall de 7 500 m ³ – 1 trémie de 100 m ³ pour injection au four – 1 hall de stockage de bois broyés : 80 m ³ <u>Déchets liquides :</u> – 2 cuves aériennes de 250 m ³ et 540 m ³ Soit 14 880 m ³ ou 4 594 t <u>Valorisation matière :</u> – (VALMAT) 2 cases de 1 100 m ³ et 1 000 m ³ (3 150 t) + 3 silos de 60 m ³ (90 t), soit 3 420 t Quantité totale maximale : 8 014 t	A
4719-2	Acétylène (numéro CAS 74-86-2). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 250 kg mais inférieure à 1 t	25 bouteilles de 35 kg Quantité totale : 875 kg	D
4725-2	Oxygène (numéro CAS 7782-44-7) La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 200 t	Quantité totale : 55 t	D
4734-2a	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : Essences et naphthas, kérosènes (carburants d'aviation compris), gazoles (gazole diesel, gazole de	– BHO : 750 t maximum stockées dans une cuve aérienne de 1 810 m ³ – Fuel de substitution (COHU) : 2 cuves aériennes de 540 m ³ chacune (soit 1 080 t)	A

Rubrique	Désignation	Caractéristiques autorisées	Régime*
	chauffage domestique et mélanges de gazoles compris), fioul lourd, carburants de substitution pour véhicules ... La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant : 2. Pour les autres stockages : a) Supérieure ou égale à 1 000 t	– FOD : 6 cuves aériennes : 75 m ³ , 10 m ³ , 3 x 5 m ³ , 2 m ³ (soit 90 t) – GNR : 3 cuves aériennes : 50 m ³ et 2 x 20 m ³ (soit 80 t) Quantité totale maximale : 2 000 t	
4801-1	Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 500 t	Charbon ou coke : – 18 000 t en stockage extérieur – 1 800 t en stockage couvert Quantité totale maximale : 19 800 t	A

* A : Autorisation, E : Enregistrement, D/DC : Déclaration

Par son activité de production de clinker avec une capacité supérieure à 500 t/j, le site relève du système européen d'échange de quotas de gaz à effet de serre et doit remplir les obligations réglementaires fixées dans ce cadre.

Statut IED de l'établissement :

Au sens de l'article R. 515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale est la rubrique 3310-1a relative aux installations de production de clinker (ciment), et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF CLM du secteur de la production de ciment, chaux et magnésie. Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles associées au document BREF WT du secteur du traitement des déchets sont également applicables.

Le périmètre IED correspond à l'ensemble du site.

Conformément à l'article R. 515-71 du code de l'environnement, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, mentionnées à l'article L. 515-29, sous la forme d'un dossier de réexamen dont le contenu est décrit à l'article R. 515-72 dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles du document BREF CLM.

Statut SEVESO de l'établissement :

L'exploitant s'assure et peut vérifier à tout moment que les sommes Sa, Sb et Sc définies à l'article R. 511-11 du code de l'environnement calculées avec les seuils bas / les seuils haut sont inférieures à 1 et que ses installations ne répondent pas à la règle de cumul seuil bas / seuil haut.

Les notes de calcul sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées. »

ARTICLE 1.1.6 LISTE DES RUBRIQUES AU TITRE DE LA NOMENCLATURE EAU

Les opérations prévues dans l'établissement, dans le cadre de l'exploitation des installations classées, relèvent du régime de l'autorisation prévu aux articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement, au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous.

Rubrique	Désignation	Grandeur caractéristique	Régime*
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	6 piézomètres	D
2.1.5.0-1	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha	La surface des écoulements interceptés par le site est de l'ordre de 28 ha.	A
3.1.2.0-2	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau : 2° Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m	Création d'un franchissement sur le ruisseau de la Valière d'une longueur de 7 m pour les poids-lourds et de 1,5 m pour les piétons.	D

* A : Autorisation, D : Déclaration

CHAPITRE 1.2 CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.2.1 CARACTÉRISTIQUES DE L'ÉTABLISSEMENT

Les dispositions de l'article 6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 juin 2015 modifié, susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« La cimenterie de Saint-Pierre-la-Cour est une cimenterie voie sèche d'une capacité de production égale à 1 600 000 tonnes de ciment par an.

La cimenterie de Saint-Pierre-la-Cour co-incinère des déchets dangereux et non dangereux, dont une partie en substitution des combustibles d'origine fossile.

- Déchets acceptés en valorisation énergétique

Les déchets concernés par la co-incinération comprennent :

- les déchets liquides aqueux et huileux : 60 000 tonnes/an maximum
- les déchets solides : 230 000 tonnes/an maximum

Ces déchets combustibles se répartissent comme suivant :

- déchets dangereux : 70 000 t maximum, dont 50 000 t de déchets liquides et 20 000 t de déchets solides ;
- déchets non dangereux : 220 000 t maximum, dont 10 000 t de déchets liquides et 210 000 t de déchets solides.

À titre indicatif, le pouvoir calorifique de référence (PCI) de ces déchets est le suivant :

- déchets liquides G2000 : entre 10 et 10 500 kJ/kg
- déchets liquides énergétiques : entre 10 000 et 36 000 kJ/kg

- farines animales : entre 16 000 et 25 000 kJ/kg
- pneus usagés : entre 22 000 et 36 000 kJ/kg
- semences : entre 12 500 et 24 000 kJ/kg
- déchets de type FLUFF (mélange de cartons, plastiques, textiles) : entre 13 000 et 25 000 kJ/kg
- déchets de caoutchouc (résidus de caoutchouc, enveloppes de câbles, RBA (résidus de broyage automobile...)) : entre 23 000 et 36 000 kJ/kg
- déchets de bois : entre 10 000 et 18 000 kJ/kg
- boues urbaines : entre 5 000 et 20 000 kJ/kg

En aucun cas le dégagement de chaleur provoqué par la co-incinération de déchets dangereux, à l'exception des huiles usagées, ne doit dépasser 40 % de la chaleur totale produite par l'installation en moyenne mensuelle.

- Déchets acceptés en valorisation matière

Les déchets acceptés en valorisation matière en ajout au cru sont des résidus industriels pouvant contenir de l'aluminium, de la silice, du fer ou de la chaux, ainsi que des terres polluées et des matériaux de déconstruction : à titre indicatif 400 000 t/an.

Les déchets valorisables en ajout au clinker sont du type cendres de centrale thermique, sulfogypse ou laitiers : à titre indicatif 250 000 t/an. »

L'acceptation de sous-produits animaux au sens des règlements européens ad hoc se fait sans préjudice des agréments sanitaires requis.

ARTICLE 1.2.2 ORIGINE DES DÉCHETS

Les dispositions de l'article 7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 juin 2015 modifié, susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« L'origine des déchets respecte le principe de proximité géographique. Les déchets proviennent exclusivement des zones géographiques définies comme suivant :

– déchets non dangereux dont les inertes : Région Pays-de-la-Loire et régions limitrophes, ainsi que la région Île-de-France et le département de l'Oise ;

– déchets dangereux : France entière.

Les refus de tri non valorisables générés par l'atelier DIB3, qui sont destinés à être éliminés dans une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND)), sont envoyés pour élimination dans une ISDND située dans la région d'origine des déchets admis et ceci proportionnellement aux quantités de déchets admises par département.

Tout changement notable de l'origine géographique des déchets, pour une même catégorie de déchets, fait l'objet d'un porter à connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation nécessaires conformément à l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

L'admission et la réception des déchets en provenance de l'étranger doit se conformer aux dispositions réglementaires applicables en la matière, en particulier le règlement européen en vigueur concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'entrée et à la sortie de la communauté européenne et les schémas régionaux d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET). »

ARTICLE 1.2.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

ARTICLE 1.2.4 DURÉE DE L'AUTORISATION – ANNULATION ET DÉCHÉANCE

Le présent arrêté cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification du présent arrêté, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, conformément aux dispositions de l'article R. 181-48 du code de l'environnement. De plus, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, le présent arrêté cesse de produire effet lorsque l'exploitation a été interrompue pendant au moins trois années consécutives.

Les dispositions de l'article 21 de l'arrêté préfectoral du 23 juin 2015 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, le présent arrêté cesse de produire effet lorsque l'exploitation a été interrompue pendant au moins trois années consécutives. »

ARTICLE 1.2.5 MODIFICATION DU CHAMP DE L'AUTORISATION

Les dispositions de l'article 10 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 juin 2015 modifié, susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« En application des articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 du code de l'environnement :

- Le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté. Le silence gardé sur cette demande pendant plus de quatre mois à compter de l'accusé de réception délivré par le préfet vaut décision implicite de rejet.
- Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.
- Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L.181-1 inclus dans l'autorisation, doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R.181-45. »

ARTICLE 1.2.6 MISE À JOUR DE L'ÉTUDE D'IMPACT ET DE L'ÉTUDE DES DANGERS

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification substantielle telle que prévue à l'article R. 181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

ARTICLE 1.2.7 CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Les dispositions de l'article 20 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 juin 2015 modifié, susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« En application des articles L. 181-15 et R. 181-47 du code de l'environnement, lorsque le bénéfice de l'autorisation est transféré à une autre personne, le nouveau bénéficiaire en fait la déclaration au préfet dans les trois mois qui suivent ce transfert. »

CHAPITRE 1.3 LÉGISLATION ET RÉGLEMENTATIONS APPLICABLES

ARTICLE 1.3.1 RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS

Les dispositions des autorisations environnementales sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code forestier, le code du travail, le code de la défense et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression ;
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Ces autorisations sont accordées sous réserve des droits des tiers et n'ont d'effet que dans la mesure où l'exploitant est propriétaire du terrain ou a obtenu de celui-ci le droit de l'exploiter ou de l'utiliser.

La présente autorisation environnementale ne vaut pas permis de construire.

En aucun cas, ni à aucune époque, les dispositions précisées dans le présent arrêté ne peuvent faire obstacle à l'application des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs ni être opposées aux mesures qui peuvent régulièrement être ordonnées dans ce but.

TITRE 2 GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 2.1 PRINCIPES GÉNÉRAUX

ARTICLE 2.1.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

Le dernier alinéa de l'article 23 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 juin 2015 modifié, susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« Tout rejet ou émission non prévu au présent arrêté ou non conforme à ses dispositions est interdit. Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents. Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduits que possible.

L'exploitation des installations, y compris les opérations de remise en état du site doivent, à tout moment :

- garantir la sécurité du public et du personnel, et la salubrité des lieux ;
- préserver la qualité des eaux superficielles et souterraines, ainsi que limiter les incidences de l'activité sur leur écoulement ;
- s'attacher à limiter l'impact sur la biodiversité par la mise en œuvre systématique de la séquence « éviter-réduire-compenser » décrite au chapitre 9.2 ;
- respecter les éventuelles servitudes existantes.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Ces consignes prennent en compte les contraintes liées au maintien des enjeux écologiques (habitats, biodiversité...), ainsi que celles liées à la sécurité et/ou à la protection de l'environnement.

Ces consignes sont portées à la connaissance des personnes concernées (salariés et tiers appelés à intervenir dans l'établissement). »

CHAPITRE 2.2 SURVEILLANCE – ACCIDENTS

ARTICLE 2.2.1 SURVEILLANCE DE L'EXPLOITATION

L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant, ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que l'exploitation induit, des enjeux écologiques en présence, des produits et équipements utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident ou d'accident.

Les incidents de fonctionnement, les dispositions prises pour y remédier ainsi que les résultats des mesures et contrôles de la qualité des émissions auxquels il a été procédé sont relevés sur un registre dédié tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et qui peut être informatisé.

Les équipements de protection de l'environnement et de maîtrise des émissions mis en place sont maintenus en permanence en bon état et périodiquement vérifiés. Ces vérifications font l'objet de comptes-rendus tracés.

L'exploitant veille à la formation de son personnel sur les aspects liés à l'exploitation des installations ainsi que sur les intérêts environnementaux et écologiques.

ARTICLE 2.2.2 SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE

Les dispositions suivantes s'appliquent en complément de celles de l'article 58 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 juin 2015 modifié, susvisé.

Article 2.2.2.1 Surveillance des émissions

Les prélèvements, analyses et mesures sont réalisés par des personnes compétentes selon les normes, ou à défaut selon les règles de l'art, en vigueur au moment de leur exécution. Des méthodes de terrain peuvent être utilisées pour la gestion de l'établissement au quotidien si elles sont régulièrement corrélées à des mesures de laboratoire réalisées conformément aux normes en vigueur.

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder, tous les 3 ans (ou toutes les 3 mesures lorsque la fréquence de mesure est d'au moins 3 ans) à des mesures, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme de surveillance. Lorsque la réglementation le prévoit, celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés. Ces mesures portent sur l'ensemble des paramètres définis par la réglementation applicable.

Article 2.2.2.2 Principe de surveillance

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement et pour justifier, a minima, du respect des dispositions du présent arrêté, l'exploitant définit et met en œuvre un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets. Il adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions des installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires et de leurs effets sur l'environnement.

L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

La réalisation du programme de surveillance doit permettre une connaissance rapide des résultats conduisant l'exploitant à une éventuelle action corrective dans les meilleurs délais.

Les contrôles, prélèvements et analyses spécifiques sont effectués dans des conditions représentatives de l'activité et les frais engagés sont à la charge de l'exploitant.

Article 2.2.2.3 Suivi, analyse et interprétation des résultats de la surveillance

L'exploitant analyse et interprète les résultats de la surveillance.

En cas de résultat non satisfaisant, l'exploitant définit et met en œuvre les actions nécessaires pour revenir à une situation satisfaisante. Il en informe immédiatement l'inspection des installations classées. Simultanément ou dans un bref délai qui suit, l'exploitant informe l'inspection des installations classées des actions engagées pour revenir à une situation satisfaisante.

En outre, la justification de l'efficacité des actions mises en œuvre est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

Lorsque des résultats de surveillance sont transmis à l'inspection des installations classées, ils sont systématiquement accompagnés des commentaires de l'exploitant qui en a fait une analyse préalable, ceci que les résultats soient satisfaisants ou non satisfaisants. Si les résultats ne sont pas satisfaisants, les commentaires exposent les actions engagées (nature, délai de mise en œuvre, efficacité,...) pour revenir à une situation satisfaisante et pour s'assurer de leur efficacité.

Article 2.2.2.4 Conservation des résultats de la surveillance

Les enregistrements, comptes rendus de contrôles, résultats de vérifications et registres (ces documents peuvent être informatisés si des dispositions sont prises pour les sauvegarder) sont conservés pendant la durée de l'autorisation d'exploiter.

Les rapports de surveillance et d'inspection ainsi que les documents relatifs à l'autorisation sont conservés par l'exploitant de manière à garantir le transfert approprié des informations, notamment en cas de changement d'exploitant prévu par l'article R. 181-47 du code de l'environnement.

ARTICLE 2.2.3 CONTRÔLES ET ANALYSES

Indépendamment de la surveillance explicitement prévue, l'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, d'études, contrôles, prélèvements et analyses spécifiques aux installations et à leurs effets dans l'environnement afin de vérifier le respect des dispositions réglementaires applicables, ou de toute autre investigation qui pourrait s'avérer nécessaire pour caractériser l'impact de l'établissement. Le choix du laboratoire ou du bureau d'études est soumis à l'avis préalable de l'inspection des installations classées. Les frais d'étude, de prélèvement et d'analyse qui en résultent sont à la charge de l'exploitant.

Les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures réalisées dans le cadre du programme de surveillance des émissions.

ARTICLE 2.2.4 DÉCLARATION DES INCIDENTS OU ACCIDENTS

Les dispositions de l'article 16 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 juin 2015 modifié, susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« L'exploitant déclare dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de ses installations qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts protégés par le code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'événement, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter qu'un événement similaire ne se reproduise et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

Plus généralement, l'exploitant informe immédiatement l'inspection des installations classées en cas d'accident et lui indique toutes les mesures prises à titre conservatoire. »

CHAPITRE 2.3 STOCKAGES ET CANALISATIONS

ARTICLE 2.3.1 AIRES DE CHARGEMENT, DE DÉCHARGEMENT ET DE MANIPULATION

L'article 30.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 juin 2015 modifié, susvisé est remplacé comme suivant :

« 30.2. Aires de chargement, de déchargement et de manipulation

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées de façon à contenir la totalité du volume d'une citerne. Elles sont disposées

de manière à ne pas créer de difficultés supplémentaires aux manœuvres et à l'évacuation rapide du véhicule.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement et des fuites éventuelles.

Les stockages des déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement et des fuites éventuelles.

La réception, le stockage, la manipulation, le transport et le traitement de semences déclassées au sein de l'établissement sont faits dans des espaces couverts à l'abri des eaux météoriques. »

TITRE 3 FONCTIONNEMENT GÉNÉRAL DE L'INSTALLATION

CHAPITRE 3.1 CARACTÉRISTIQUES DE L'INSTALLATION

ARTICLE 3.1.1 ATELIERS DE BROUAGE ET CONCASSAGE

La liste des installations mentionnées à l'article 33.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 juin 2015 modifié, susvisé est complétée comme suivant :

« - 1 atelier de broyage des argiles calcinées »

ARTICLE 3.1.2 LIGNES DE CUISSON

L'article 33.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 juin 2015 modifié susvisé est remplacé comme suivant :

« 33.2. Lignes de cuisson

33.2.1 Ligne Clinker

La ligne de cuisson clinker comporte :

- 1 four rotatif de capacité 175 t/h et de puissance 165 MW
- 2 systèmes d'alimentation en farine (tour four et tour précalcinateur)
- 2 tours de préchauffage à cyclones (tour four et tour précalcinateur)
- alimentation en combustibles aux brûleurs du précalcinateur
- alimentation en combustibles aux brûleurs du four
- 1 cuve de stockage d'oxygène pour injection à la tuyère
- 1 refroidisseur à clinker à grilles
- 6 dépoussiéreurs de fumées (type électrostatique ou équivalent) : 4 amont four (rejets du four et du pré-calcinateur) et 2 aval four (refroidisseur).

33.2.2. Ligne argiles calcinées

La ligne de cuisson argiles calcinées est réalisée conformément aux pièces fournies dans le porter à connaissance VPJ2008-0081/V9 du 03/12/2020. Elle comporte :

- 1 hall dédié argiles brutes d'une capacité de 1 000 m³ avec fosses de dépotage, grappin et trémie de dosage
- 1 four rotatif de capacité 15t/h et de puissance 6,3 MW
- 1 gaine de piquage des gaz chauds issus du précalcinateur et alimentant le four rotatif

- 1 gaine d'exhaure du four rotatif « argiles calcinées » retournant dans le précalcinateur de la ligne clinker
- 1 atelier bois comportant une trémie de réception du bois broyé (combustible alternatif), un stockage de capacité de 80 m³ et 1 convoyeur dédié
- 1 stockage d'argiles calcinées (6000 tonnes) dans les 2 silos de 2 600 m³ chacun et 2 silos de 750 m³ »

TITRE 4 CONDITIONS D'ADMISSION DES DÉCHETS

CHAPITRE 4.1 LIVRAISON ET RÉCEPTION DES DÉCHETS

ARTICLE 4.1.1 CARACTÉRISTIQUES DES DÉCHETS ADMIS

Pour les déchets minéraux valorisables au cru, la liste des caractéristiques des déchets admis fixée à l'article 37.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 juin 2015 modifié, susvisé, est complétée comme suivant :

« - absence d'amiante »

ARTICLE 4.1.2 DÉCHETS INTERDITS

La liste des déchets interdits figurant à l'article 37.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 juin 2015 modifié, susvisé, est complétée comme suivant :

« - déchets contenant de l'amiante »

ARTICLE 4.1.3 PROCÉDURE D'ADMISSION DES DÉCHETS

À la liste des éléments à fournir dans l'information préalable à l'admission des déchets, fixée à l'article 38.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 juin 2015 modifié, susvisé, est ajoutée la mention suivante :

« - l'absence d'amiante pour les déchets destinés à la valorisation matière au cru »

ARTICLE 4.1.4 CERTIFICAT D'ACCEPTATION PRÉALABLE

À la liste des tests à réaliser pour émettre le certificat d'acceptation préalable, fixée à l'article 38.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 juin 2015 modifié, susvisé, est ajoutée la mention suivante :

« - l'absence d'amiante pour les déchets destinés à la valorisation matière au cru »

ARTICLE 4.1.5 CONTRÔLES D'ADMISSION DES DÉCHETS

L'article 39 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 juin 2015 modifié susvisé est remplacé comme suivant :

« ARTICLE 39. Contrôles d'admission des déchets

39.1. Dispositions générales

À l'arrivée sur le site, toute livraison de déchet fait l'objet de la prise d'au moins deux échantillons représentatifs du déchet et d'une vérification :

- de l'existence d'un certificat d'acceptation préalable ;
- le cas échéant, de la présence d'un bordereau de suivi établi en application des dispositions de l'arrêté du 21 décembre 2021 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement ;

- le cas échéant, de la présence des documents exigés aux termes du règlement européen en vigueur concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'entrée et à la sortie de la Communauté européenne ;
- d'une pesée du chargement ;
- de la teneur en chlore, fluor, soufre, métaux lourds, PCB-PCT ;
- de l'information sur la présence potentielle de substances PFAS ;
- du pouvoir calorifique ;
- de l'analyse de tout autre paramètre d'admission fixé par l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'installation d'incinération ;
- du contrôle de l'absence de radioactivité.

Un des échantillons est conservé au moins trois mois à la disposition de l'inspection des installations classées dans des conditions de conservation et de sécurité adéquates.

En cas de non-conformité avec le certificat d'acceptation préalable et les règles d'admission dans l'installation, le chargement doit être refusé. Dans ce cas, l'inspection des installations classées est prévenue sans délai.

Lorsque les déchets sont livrés conditionnés, un contrôle de tout chargement individualisé arrivant sur le site est impératif. Le mode de conditionnement doit permettre la libre réalisation de ces contrôles.

Dans le cas de déchets de nature relativement constante en provenance d'un nombre restreint de producteurs, des contrôles différents peuvent être réalisés, notamment en fonction du mode de production de ces déchets, des paramètres caractéristiques de cette production, de la localisation ou du mode d'acheminement de ces déchets. Ces contrôles doivent être réalisés dans le cadre d'un programme de suivi de la qualité soumis préalablement à l'avis de l'inspection des installations classées.

Ce programme comprend notamment un engagement du producteur de déchet sur la qualité et la régularité du déchet. À cet effet, le producteur et l'exploitant de l'installation d'incinération établissent en commun un cahier des charges du déchet reprenant les paramètres physico-chimiques du certificat d'acceptation préalable et précisant les plages de variation possible de ces paramètres.

L'exploitant soumet à l'inspection des installations classées les modalités des contrôles qui précisent notamment :

- le nombre maximum de livraisons du déchet concerné pouvant être effectuées entre deux analyses de réception consécutives ;
- la périodicité minimum des analyses de réception.

Cette disposition peut également s'appliquer aux déchets issus de centres de regroupement et de prétraitement dès lors que l'ensemble des analyses et contrôles a été réalisé au départ du chargement du déchet, que celui-ci a fait l'objet de mesures de protection et qu'un programme de suivi de la qualité de ces analyses et de cette protection a été mis en place, tant sur lesdits centres qu'à l'admission dans l'installation.

39.2. Dispositions particulières

Pour les déchets dangereux et/ou les déchets stockés dans des silos ou dans des cuves, les opérations de contrôles fixées à l'article 39.1 sont réalisées avant tout déchargement de la livraison.

Hormis le dépotage pneumatique ou par pompage, tout déchargement de déchets fait l'objet d'un contrôle visuel.

Pour les huiles usagées, compte tenu de la composition de ces déchets, les contrôles d'admission suivants sont appliqués :

- sur lot entrant :
 - prise d'échantillon suivant un rythme aléatoire soit à raison de une pour 1 000 tonnes (40 camions), avec un minimum de une par mois, soit suivant une périodicité constante (exemple : une par mois) ;

- contrôle de teneur en métaux, limité au cadmium, mercure et thallium ;
- sur chaque cuve de stockage :
 - prise d'échantillon tous les six mois ;
 - bilan complet, sur cet échantillon, des teneurs en métaux lourds.

Les recherches des teneurs en PCB, chlore et eau demeurent obligatoires préalablement à toute livraison d'huiles usagées d'un ramasseur agréé à un éliminateur agréé.

Pour les déchets non dangereux en valorisation matière au cru, les paramètres caractéristiques font l'objet d'un contrôle périodique.

L'utilisation de nouvelles catégories de déchets non cités en annexe comme matière première de substitution est soumise à une étude conformément à un protocole d'essai tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Les résultats de l'étude font l'objet d'un rapport complet qui est tenu à disposition de l'inspection des installations classées pendant 2 ans après la fin de l'utilisation de ce type de déchets. »

CHAPITRE 4.2 ATELIERS DÉCHETS

ARTICLE 4.2.1 ENTREPOSAGE / PRÉPARATION DES DÉCHETS

L'article 41 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 juin 2015 susvisé est remplacé comme suivant :

« ARTICLE 41. Entreposage et préparation des déchets

Les conditions d'entreposage des déchets doivent être faites de façon à prévenir les effets négatifs sur l'environnement, en particulier la pollution de l'air, du sol, des eaux de surface et des eaux souterraines, ainsi que les odeurs, le bruit et les risques directs pour la santé des personnes.

L'entreposage des déchets et l'approvisionnement du four ne doit pas être à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage. Les aires de déchargement des déchets doivent être conçues pour éviter tout envol de déchets et de poussières ou écoulement d'effluents liquides vers l'extérieur.

Les aires de manœuvre des chargeuses et des camions sont étanchées (bétonnées ou enrobées). Une forme de pente permet la récupération des eaux de ruissellement.

- Déchets destinés à une injection à la tuyère du four clinker :

Les déchets liquides sont stockés dans 2 cuves aériennes d'une capacité unitaire de 250 m³ et 540 m³ situées à l'Ouest de l'usine.

Les déchets solides pour l'alimentation à la tuyère sont entreposés dans trois ateliers proches du four cimentier, identifiés et composés des installations comme suivant :

- DSB1 : 1 silo de 120 m³ pour les déchets tels que des semences, enveloppes de câbles, sciures de bois, résidus de broyage automobile, ... ;
- DSB2 : 1 silo de 1 000 m³ pour les déchets de type « fluff » ;
- DSB3 : 4 silos de 150 m³ situés à proximité de l'atelier DSB1 pour les déchets tels que des sciures, poudres, semences, textiles roll gom, mousses de polyuréthane, enveloppes de câbles, résidus de broyage automobile, et 1 silo de 390 m³ situé à proximité de l'atelier DSB2 pour les déchets de type sciures imprégnées ;
- À ces ateliers s'ajoute 1 silo de 300 m³ contenant par exemple des farines animales ;

- Déchets solides destinés à une injection au précalcinateur :

Les déchets solides pour l'alimentation au précalcinateur en valorisation énergétique sont entreposés et préparés dans trois ateliers, identifiés et composés des installations comme suivant :

- DIB1 : atelier d'alimentation de déchets non dangereux de type pneus, caoutchouc, bois, résidus de broyage automobile qui permet l'entreposage (hall de 1 000 m³) et l'injection de ces déchets préalablement préparés et criblés sur la zone extérieure de 9 000 m² au nord du

site. Les eaux pluviales de cette plate-forme rejoignent le bassin de décantation principal dont le rejet (point de rejet n°1) doit pouvoir être arrêté en cas de pollution des eaux ;

- DIB2 : atelier couvert d'entreposage (hall de 3 000 m³) et d'alimentation de déchets non dangereux de type « fluff » localisé au centre de la cimenterie, au sud du bassin de rétention principal ;
- DIB3 : atelier de réception et préparation des déchets d'une capacité de 60 000 t/an, composé de :
 - 1 zone amont pour la préparation des déchets, comportant 3 cases de 1 000 m³ chacune (3 x 150 t) pour la réception des déchets, des cases pour le stockage des déchets indésirables (zone de refus), ainsi que 2 lignes de production de combustibles de substitution équipées chacune d'un broyeur, d'un déferrailleur, d'un crible pour le retrait des parties grossières, d'un tri optique pour le retrait des plastiques chlorés, d'un tri pour le retrait des métaux non ferreux ;
 - 1 zone aval pour le stockage des combustibles de substitution préparés dans la zone amont, et pour la réception de combustibles de substitution prêts à l'emploi approvisionnés par des centres de traitement extérieurs, composée de 5 cellules de stockage automatiques d'une capacité totale de 4 500 m³ (675 t). La matière reprise passe par un déferrailleur et un crible pour le retrait des parties ferreuses et les parties trop grossières ;
 - des trémies et convoyeurs à bande pour acheminer les combustibles de substitution préparés ou prêts à l'emploi vers le four du précalcinateur.

- Déchets solides destinés à la valorisation en ajout au cru :

La plateforme dite VALMAT de réception des déchets de chantier et des matériaux de déconstruction du BTP présente une capacité de 400 000 t/an (1 300 t/j). Ces déchets sont valorisés en ajout au cru par substitution des matériaux de carrière. La plateforme est composée de :

- 1 zone de stockage comportant différentes cases :
 - 1 case de 2 800 m³ pour les terres inertes ou polluées ;
 - 1 case de 2 400 m³ pour les cendres, fines de béton et les boues de béton ;
 - 1 case de 1 200 m³ pour les porteurs d'alumine ;
 - 1 case de 1 000 m³ pour les chaux ;
 - 1 case de 1 100 m³ pour les boues industrielles ;
 - 1 case de 1 000 m³ pour les sables ;
- 1 zone de stockage de 3 500 m³ de calcaire correctif issu de la carrière ;
- 1 zone de préparation de 800 m² pour des opérations de pré mélange des matériaux ;
- 1 zone d'introduction des matériaux au niveau du hall de préhomogénéisation équipées de 4 trémies de 30 m³ chacune et 3 silos de 60 m³ chacun pour le stockage de matériaux pulvérulents dangereux. »

TITRE 5 GESTION ET TRAITEMENT DES DÉCHETS PRODUITS PAR L'INSTALLATION ET NON VALORISÉS SUR LE SITE

CHAPITRE 5.1 DÉCHETS PRODUITS PAR L'ÉTABLISSEMENT

ARTICLE 5.1.1 DÉCHETS PRODUITS PAR L'ÉTABLISSEMENT HORS DÉCHETS INDÉSIRABLES ISSUS DU TRI DES DÉCHETS ENTRANTS

Le libellé de l'article 67 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 juin 2015 susvisé est remplacé comme suivant :

« ARTICLE 67 : Déchets produits par l'établissement, hors déchets indésirables issus du tri des déchets entrants, et non valorisés sur le site »

ARTICLE 5.1.2 ELIMINATION DES DÉCHETS

Les dispositions de l'article 70 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 juin 2015 modifié, susvisé, sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés doivent être éliminés dans des installations réglementées à cet effet au titre du code de l'environnement dans des conditions permettant d'assurer la protection de l'environnement. L'exploitant s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet.

Dans ce cadre il justifie le caractère ultime, au sens de l'article L. 541-1 du code de l'environnement, des déchets mis en décharge.

Les refus de tri non valorisables générés par l'atelier DIB3, qui sont destinés à être éliminés dans une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND)), sont gérés conformément aux dispositions prévues à l'article 7 du présent arrêté. Les justifications sont fournies dans le bilan annuel d'activité prescrit à l'article 84.3 du présent arrêté, et comportent notamment :

- les quantités produites de refus non valorisables par département ;
- les filières d'élimination retenues pour le traitement de ces refus (quantité par département et par installation de stockage).

Hormis ces refus de tri, l'exploitant fait en sorte de limiter le transport des déchets expédiés, en distance et en volume.

Tout brûlage à l'air libre est interdit. »

ARTICLE 5.1.3 REGISTRE DÉCHETS

Le troisième alinéa de l'article 71.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 juin 2015 modifié, susvisé, est remplacé par l'alinéa suivant :

« L'exploitant tient à jour les registres chronologiques mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement. Le contenu minimal des informations des registres est fixé en référence à l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement. »

TITRE 6 PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES

CHAPITRE 6.1 MISE EN SERVICE DES NOUVELLES INSTALLATIONS

ARTICLE 6.1.1 CONTRÔLE DES NIVEAUX DE BRUIT

Dans les 6 mois suivant la mise en service des ateliers DIB3 et VALMAT, l'exploitant fait réaliser une campagne de mesures des émissions sonores dans les conditions fixées à l'article 64 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 juin 2015 modifié, susvisé, afin de vérifier le respect des valeurs limites d'émergence sonore dans les zones à émergence réglementée les plus proches de ces ateliers.

Cette campagne ne se substitue pas au contrôle défini à l'article 64.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 juin 2015 modifié, susvisé.

TITRE 7 PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

CHAPITRE 7.1 ATELIERS DE BROyage

ARTICLE 71.1 CONDUITS ET INSTALLATIONS RACCORDÉES

Le tableau de l'article 47 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 juin 2015 modifié, susvisé est complété de la ligne suivante pour le broyeur des argiles calcinées :

	Hauteur	Diamètre en m	Débit nominal	Vitesse minimale d'éjection
Broyeur argiles calcinées T91-BM01	30 m	0,8 m	30 000 Nm ³ /h	8 m/s

ARTICLE 71.2 VALEURS LIMITES EN POUSSIÈRES DES REJETS HORS FOURS

L'article 48 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 juin 2015 modifié, susvisé est remplacé comme suivant :

« ARTICLE 48. Valeurs limites en poussières des rejets hors fours

Équipement	Valeur limite en poussières totales (mg/Nm ³ sur gaz sec) en moyenne sur la période d'échantillonnage (mesure ponctuelle pendant au moins une demi-heure)
Broyeur à charbon/coke	20 mg/Nm ³
Broyeurs ciment (BP30, BP40, BP50 et BP60)	20 mg/Nm ³
Broyeur argiles calcinées (T91-BM01)	20 mg/Nm ³
Refroidisseur à clinker (FR10 et FR20)	20 mg/Nm ³
Autres émissaires	10 mg/Nm ³

Le flux global en poussières du site (émissions canalisées et émissions diffuses) est limité à 284 t/an. »

CHAPITRE 7.2 MAÎTRISE DES ÉMISSIONS DIFFUSES

ARTICLE 7.2.1 APPLICATION DES MEILLEURES TECHNIQUES DISPONIBLES

Les émissions des installations de traitement mécanique de déchets visées par la rubrique ICPE 3532 sont confinées, collectées et traitées conformément au d du VI de l'annexe 3.1 de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 modifié, relatif aux meilleures techniques disponibles applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED. En cas d'impossibilité de la mise en œuvre de cette disposition pour une ou plusieurs des installations présentes sur le site, l'exploitant transmet une étude technico-économique, dans un délai maximal de 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, permettant de justifier cette impossibilité et proposant des mesures alternatives permettant d'atteindre le niveau de performance attendu à l'annexe 3.2 III de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 modifié, susvisé.

ARTICLE 7.2.2 ATELIER DIB3

Sans préjudice de l'article 7.2, les broyeurs de déchets positionnés dans la zone amont de l'atelier DIB3 sont équipés d'un capotage pour limiter les émissions diffuses de poussières dans le bâtiment.

ARTICLE 7.2.3 PLATEFORME VALMAT

Afin de limiter les émissions diffuses de poussières liées à l'activité de la plateforme VALMAT, l'exploitant prend les dispositions suivantes :

- Hormis le stockage de calcaire correctif issu de la carrière attenante à la cimenterie, les matières susceptibles de générer des envols de poussières sont entreposées sous abri fermé sur trois côtés, ou en silos pour les matières pulvérulentes considérées comme des déchets dangereux ;
- Arrosage des pistes et des stocks de matériaux autant que de besoin.

TITRE 8 SURVEILLANCE DES REJETS ET DE L'IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT

CHAPITRE 8.1 SURVEILLANCE DES REJETS ATMOSPHÉRIQUES

ARTICLE 8.1.1 BROYEUR DES ARGILES CALCINÉES

Le tableau de l'article 59.1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 juin 2015 modifié, susvisé, est complété de la ligne suivante pour le broyeur des argiles calcinées :

Équipement	Mesure
Broyeur argiles calcinées (T91-BM01)	Mesure périodique annuelle (cf article suivant)

ARTICLE 8.1.2 SURVEILLANCE DE L'IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT

L'article 62 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 juin 2015 modifié, susvisé, est remplacé comme suivant :

« ARTICLE 62. Surveillance de l'impact sur l'environnement au voisinage de l'installation

62.1. Surveillance générale

L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de l'impact de l'installation sur l'environnement. Ce programme concerne au moins les dioxines et les métaux.

Il prévoit notamment la détermination de la concentration de ces polluants dans l'environnement selon une fréquence au moins annuelle à partir du point zéro réalisé en août 2004.

Le programme est déterminé et mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Les mesures doivent être réalisées en des lieux où l'impact de l'installation est supposé être le plus important.

Le programme de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les analyses sont réalisées par des laboratoires compétents, français ou étrangers, choisis par l'exploitant.

62.2. Surveillance des retombées de poussières

Le programme de surveillance prescrit à l'article 62.1 inclut la surveillance des retombées de poussières.

À ce titre, il décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre.

Il comprend :

- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la cimenterie (a) ;
- le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des

premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites du site, sous les vents dominants (b) ;

- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c).

Un plan localisant les points de suivi relatifs aux retombées de poussières est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées dans le respect de la norme NF X 43-014 (2017). En ce qui concerne le contrôle des niveaux d'empoussièrement, les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.

Les campagnes de mesures durent trente jours et sont réalisées à fréquence semestrielle.

La direction et la vitesse du vent, la température, et la pluviométrie sont enregistrées par une station de mesures sur le site de la cimenterie avec une résolution horaire au minimum. La station météorologique est installée, maintenue et utilisée selon les bonnes pratiques.

Toutefois, la mise en œuvre d'une station météorologique sur site peut être remplacée par l'abonnement à des données corrigées en fonction du relief, de l'environnement et de la distance issues de la station météo la plus proche et la plus représentative des conditions locales, exploitée par un fournisseur de services météorologiques. La représentativité des données météo corrigées obtenues doit être vérifiée périodiquement par comparaison à des données issues de l'implantation temporaire d'une station de mesure sur le site.

Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en $\text{mg}/\text{m}^2/\text{jour}$.

L'objectif à ne pas dépasser est de $500 \text{ mg}/\text{m}^2/\text{jour}$ en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées aux points de type (b) du programme de surveillance.

En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui est alors expliquée dans le bilan annuel prévu à l'article 6.4.3.6 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.

62.3. Cas particulier des poussières fines de fraction PM 10

En parallèle des campagnes de mesures des retombées de poussières dans l'environnement du site, l'exploitant effectue des mesures des poussières fines correspondant à la fraction PM 10 sur les points de mesure implantés à proximité immédiate des habitations, via la mise en place de mesures à balance oscillante selon la norme NF EN 12341, ou par toutes autres méthodes équivalentes.

62.3. Résultats de la surveillance environnementale

Les résultats du programme de surveillance de l'impact sur l'environnement au voisinage de l'installation sont repris et commentés dans le rapport prévu au point c de l'article 84.3 du présent arrêté et sont communiqués à la commission de suivi de site. »

TITRE 9 PAYSAGE - MILIEU NATUREL

CHAPITRE 9.1 PAYSAGE

ARTICLE 9.1.1 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence.

L'exploitant prend toute disposition utile permettant d'éviter la propagation d'un feu de végétation sur son site.

L'exploitant réalise un suivi visuel régulier de son site afin de s'assurer de sa bonne intégration paysagère.

La couleur des nouveaux bâtiments ou nouvelles structures est identique ou similaire à celle des installations existantes de l'établissement afin d'en favoriser l'insertion paysagère.

CHAPITRE 9.2 MILIEU NATUREL – FAUNE ET FLORE

ARTICLE 9.2.1 GÉNÉRALITÉS

Seule la zone d'implantation de l'atelier DIB3 présente des potentialités naturelles. Les mesures de la séquence « Eviter – Réduire - Compenser » définies aux articles ci-après s'appliquent à cette zone située dans la partie nord du site de la cimenterie.



ARTICLE 9.2.2 MESURES D'ÉVITEMENT ET DE RÉDUCTION D'IMPACT

Article 9.2.2.1 Adaptation de l'emprise des installations

Les deux zones humides présentes à l'ouest et au sud de la zone d'implantation des installations, ainsi que les haies à l'ouest et au nord-est, sont maintenues tant pendant la phase travaux de construction que pendant l'exploitation.



Article 9.2.2.2 Réduction du risque de dégradation des habitats et de mortalité des reptiles

Avant le démarrage des travaux, les secteurs pour lesquels des précautions particulières sont nécessaires ainsi que les limites des zones de travaux visant à empêcher les atteintes aux milieux adjacents sont localisés et matérialisés par une signalisation visible et claire afin de s'assurer que les engins de chantier n'empiètent pas sur les secteurs écologiquement sensibles.

La mise en défens par un balisage physique des limites de la zone de chantier à proximité et sur les zones sensibles vient renforcer les restrictions d'usage lors de la phase de travaux (stricte utilisation des chemins définis, des voiries créées à l'avancement, etc.). Ce balisage est matérialisé par l'installation de piquets / clôtures visibles (type grilles HERAS ou équivalent). Les filets et rubanises sont à éviter.

Afin de ne pas dégrader la zone humide située au sud de la zone d'implantation de l'atelier DIB3, en phase chantier par les engins et en phase exploitation par le dépôt de déchets, une mise en défens par balisage physique matérialisé par l'installation de piquets est mise en place sur 19 mètres linéaires au niveau de l'accès à la zone d'implantation de l'atelier. Ce balisage ne contraint pas le passage de la faune.

Concernant les habitats terrestres à proximité immédiate, le balisage et la mise en défens sont positionnés sur le pourtour de l'emprise du projet.

Article 9.2.2.3 Réduction du risque de dissémination des espèces exotiques envahissantes

Les pistes d'accès des engins de chantier sont définies en amont des travaux afin d'éviter le passage des engins (chantier et exploitation) à proximité des espèces exotiques envahissantes identifiées dans l'aire d'étude de la zone d'implantation de l'atelier DIB3 (Robinier faux-acacia et Sèneçon sud-africain).

Article 9.2.2.4 Réduction des risques de pollutions chroniques ou accidentelles en phase travaux

Pour limiter la production de matières en suspension, notamment lors des opérations de terrassement, les mesures prises sont les suivantes :

- Réalisation des travaux si possible hors des périodes pluvieuses ;
- Réalisation des décapages juste avant les terrassements, en limitant au minimum le temps de non-intervention entre ces deux opérations.

Pour prévenir tout risque de pollution de l'environnement, les dispositions suivantes sont prises :

- Maintenance préventive et entretien du matériel et des engins (étanchéité des réservoirs et circuits de carburants, lubrifiants et fluides hydrauliques) ;

- Étanchéification des aires d'entrepôts de matériaux, de ravitaillement, de lavage et d'interdiction de tout entretien ou réparation mécanique en dehors des aires spécifiquement dédiées ;
- Stockage du carburant, confinement et maintenance du matériel sur des aires aménagées à cet effet (surface imperméabilisée, déshuileur en sortie) ;
- Les huiles usées de vidange seront récupérées, stockées dans des réservoirs étanches et évacuées pour être, le cas échéant, retraitées ;
- Localisation des installations de chantier (aires spécifiques au ravitaillement, mobil-home pour le poste de contrôle ainsi que les sanitaires et lieux de vie) à l'écart des zones écologiquement sensibles ;
- Collecte et évacuation des déchets du chantier (y compris éventuellement les terres souillées par les hydrocarbures) selon les filières agréées ;
- Dans la mesure du possible et afin d'éviter les actes malveillants, gardiennage du parc d'engins et des stockages éventuels de carburants et de lubrifiants.

En cas de fuite accidentelle de produits polluants, les moyens de circonscrire rapidement la pollution générée doivent être disponibles :

- Par épandage de produits absorbants (sable) ;
- Et/ou raclage du sol en surface et transport des sols pollués vers des sites de traitement agréés ;
- Et/ou par utilisation de kits anti-pollution équipant tous les engins. Le transport des produits souillés est mené conformément aux procédures communiquées par le fournisseur.

Un système de collecte des déchets est installé au démarrage des travaux. A minima, une benne « tous déchets » est positionnée au niveau de la base vie, permettant d'y stocker les déchets de chantier ainsi que les déchets journaliers des personnels. Cette benne est obligatoirement bâchée pour éviter l'envol et régulièrement envoyée vers une filière de traitement adaptée. Tous les déchets dangereux sont stockés dans un container étanche, et envoyés rapidement vers une filière de traitement adaptée sous bordereau de suivi de déchet.

Les chemins d'accès sont limités au strict minimum utile avec une voie unique (pas de zones de croisement, ni de zone de retournement) afin de réduire la dégradation des sols.

Un plan de circulation est mis en place dès le début du chantier, avec affichage dans la base vie et installation si besoin de panneaux sur site. La vitesse dans la zone de chantier est limitée à 20 km/h. Les voies de circulation sont arrosées pour limiter l'envol de poussière.

L'utilisation de machines neuves, conformes aux normes anti-bruit, est privilégiée.

Tout évènement lié à l'entretien des matériels et engins, aux déversements accidentels, ainsi que les remarques formulées sur la mise en œuvre des mesures lors des visites de chantier, sont reportés dans un cahier de chantier.

Un règlement de chantier est établi en incluant l'ensemble des mesures précitées.

Article 9.2.2.5 Réduction du risque de pollution par la gestion des eaux pluviales

Aucun rejet d'eaux pluviales n'est réalisé directement dans le milieu, tant en phase chantier qu'en phase exploitation.

Les eaux pluviales de toiture et les eaux pluviales de voiries sont collectées séparément et gérées conformément aux dispositions fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 juin 2015 modifié, susvisé.

Article 9.2.2.6 Réduction de l'impact de la pollution lumineuse nocturne sur la faune

Le travail de nuit en phase chantier est évité ou sinon limité autant que possible. Dans le cas où l'avancée du chantier nécessite des travaux de nuit, les mesures suivantes sont prises :

- Éviter toute diffusion de lumière vers le ciel : munir toutes les sources lumineuses de système renvoyant la lumière vers le bas (réflecteurs, éclairage directionnel – angle de 70° orienté vers le sol) ;
- Limiter la hauteur de mât des lampes ;
- Utiliser la bonne quantité de lumière : ajuster la puissance des lampes et donc la valeur de l'éclairement en fonction des réels besoins, dans le temps et dans l'espace ;
- Utiliser des interrupteurs crépusculaires qui mesurent la quantité de lumière du jour et déclenchent l'éclairage à partir d'un seuil assigné ;
- Utiliser des systèmes de contrôle (détecteurs de présence) qui ne fournissent de la lumière que lorsqu'elle est nécessaire ;
- Utiliser des lampes à longueur d'onde d'émission dans le jaune ;
- Si des murs et des panneaux doivent être éclairés, éclairer du haut vers le bas ;
- Prévoir l'aménagement de couloirs non éclairés pour le déplacement des espèces nocturnes.

En phase exploitation, l'éclairage des parties extérieures de l'atelier, dont les voiries, respecte les critères précités et se limite au strict nécessaire (pas d'éclairage de la végétation alentour et des espaces verts). L'éclairage de 23h à 5h est autant que possible évité.

Article 9.2.2.7 Réduction du risque de destruction ou de perturbation de la faune par l'adaptation du planning des travaux

Le planning de réalisation des travaux de construction prend en compte et s'adapte autant que possible aux périodes sensibles pour les espèces faunistiques (reproduction, élevage des jeunes ou périodes d'hibernation ou de léthargie).

Article 9.2.2.8 Réduction du risque de mortalité des reptiles et des amphibiens

Afin d'éviter toute intrusion d'individus qui pourraient se retrouver en transit au niveau de l'emprise du chantier, des barrières étanches sont positionnées aux extrémités nord, sud et est de l'emprise (interfaces en lien avec les habitats de repos et reproduction des reptiles et amphibiens).

Le dispositif étanche est caractérisé par la mise en place de bâches ou de géotextile enterrés à la base, perpendiculaires au sol, d'une hauteur d'au moins 50 cm et fixés à des piquets en bois tous les 1,5 à 2 m. Les piquets de bois sont installés côté chantier, pour éviter que les reptiles ne grimpent dessus de l'extérieur. La bâche doit être de couleur claire et en matériau résistant dans le temps.

Article 9.2.2.9 Maintien d'une connexion transversale du cours d'eau (La Valière) et de ses berges

L'accès à l'atelier DIB3 est réalisé par franchissement du cours d'eau La Valière au sud-est de la plateforme. Un pont cadre à banquettes est aménagé au-dessus du ruisseau, permettant d'éviter la destruction du lit mineur et de préserver un continuum via un passage à faune (reptiles, amphibiens, mammifères semi-aquatiques) intégré au pont.

Afin de maintenir les banquettes attractives pour les reptiles, des enrochements de différentes tailles sont posés afin de créer des caches et refuges.

Article 9.2.2.10 Réduction du risque de mortalité de reptiles par la mise en place d'une fauche locale à haute fréquence

Une fauche régulière est réalisée dès l'hiver précédent l'aménagement du pont cadre, et ce durant toute l'année précédant les travaux, afin de maintenir un habitat herbacé ras et dépourvu d'intérêt pour la macrofaune. La fauche permet de réduire l'attractivité de la section de berge pour les amphibiens, reptiles et mammifères semi-aquatiques. Ainsi, la destruction d'individu est minimisée lors de l'aménagement du pont cadre.

ARTICLE 9.2.3 MESURES COMPENSATOIRES

Article 9.2.3.1 Mesures compensatoires pour la faune

L'impact résiduel après la mise en œuvre des mesures de réduction conduit à définir les trois mesures de compensation suivantes et localisées sur le plan ci-après :

- Modification des pratiques de fauche au niveau des zones prairiales en haut des berges de La Valière (environ 3 800 m²), en passant d'une fauche fréquente à une fauche annuelle très tardive à partir du mois de novembre. Le bas des berges n'est pas entretenu.
- Aménagement de 9 hibernaculums à reptiles au sud et à l'est de l'emprise de la plateforme, avec une orientation sud.
- Recharge granulométrique et création d'une sinuosité avec radiers sur le cours d'eau La Valière, sur un linéaire de 240 mètres.



Article 9.2.3.2 Mesures compensatoires pour les haies

La suppression des haies présentes dans l'emprise de l'atelier DIB3 est compensée par une plantation de haie basse de 138 ml sur la parcelle OA 727 (site des mares à batraciens à l'ouest de la carrière attenante à la cimenterie), et par une plantation de haie basse de 21 ml en bordure est du fossé (intérêt reptile) après la limite de l'emprise de l'atelier DIB3 afin de restaurer la discontinuité bocagère.

L'exploitant s'assure d'un taux de reprise des plants d'au moins 90 %.



ARTICLE 9.2.4 MESURES D'ACCOMPAGNEMENT

Article 9.2.4.1 Suivi de l'effectivité des mesures en phase chantier

Un suivi de l'effectivité des mesures de la séquence « Eviter – Réduire - Compenser » est mis en place en amont et en phase chantier. Ce suivi est réalisé par un ingénieur écologue en charge de l'assistance environnementale et du suivi écologique en appui du responsable environnement du chantier, selon la méthodologie suivante :

Phase préliminaire :

- Suivi des espèces végétales et animales sur le terrain (mise à jour de l'état de référence et notamment de la localisation des éléments à enjeux) ;
- Rédaction du cahier des prescriptions écologiques, à destination des entreprises en charge des travaux.

Phase préparatoire du chantier :

- Sensibilisation des entreprises aux enjeux écologiques. Cette sensibilisation est réalisée dans le cadre de la formation / accueil général des entreprises par le responsable environnement du chantier ;

- Localisation des zones sensibles du point de vue écologique, situées à proximité de la zone de chantier et à baliser ;
- Élaboration d'un programme d'exécution sur le volet biodiversité ;
- Analyse des plans fournis par les entreprises (zones de stockage, voies d'accès) en fonction des contraintes écologiques.

Phase chantier :

- Sensibilisation continue des entreprises au respect des milieux naturels ;
- Suivi des espèces végétales et animales tout au long du chantier. Ce suivi concerne l'ensemble des zones sensibles identifiées à proximité du chantier mais aussi directement au sein de l'emprise des travaux ;
- Assistance pour l'éradication des espèces végétales envahissantes ;
- Vérification régulière sur le terrain du bon état des installations mises en place pour la protection des milieux naturels (balisage notamment) ;
- Définition des mesures de remise en état du site et suivi de la procédure de remise en état du site ;

Dans le cadre du suivi écologique du chantier, des comptes-rendus de suivi écologique sont réalisés par l'ingénieur-écologue en charge du suivi écologique et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 9.2.4.2 Suivi de l'efficacité des mesures compensatoires

L'exploitant fait appel à un bureau d'études spécialisé afin de vérifier que la gestion menée sur les différents milieux permet une amélioration. Les communautés biologiques concernées sont la flore, les amphibiens, les reptiles, l'avifaune et les chiroptères.

Pour le suivi reptiles, chaque campagne fait l'objet de trois passages en avril, mai et juin.

Ce suivi est réalisé à compter de la mise en service de l'atelier DIB3 les années n+1 à n+3, n+5 et n+10.

Les rapports établis par le bureau d'études sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 9.2.5 GÉOLOCALISATION DES MESURES COMPENSATOIRES ET DONNÉES DE BIODIVERSITÉ

Pour répondre à l'obligation faite aux maîtres d'ouvrage par l'article L. 163-5 du code de l'environnement, l'exploitant doit renseigner les mesures de compensation, mentionnées ci-dessus, dans les trois mois qui suivent la signature du présent arrêté :

« Les mesures de compensation des atteintes à la biodiversité définie au I de l'article L. 163-1 sont géolocalisées et décrites dans un système national d'information géographique, accessible au public sur internet. Les maîtres d'ouvrage fournissent aux services compétents de l'État toutes les informations nécessaires à la bonne tenue de l'outil par ces services ».

Les données relatives à l'évitement, la réduction et l'accompagnement peuvent également être jointes. Ces éléments sont renseignés et transmis au service instructeur, sous trois mois à compter de la signature du présent arrêté, selon les modalités prévues par l'administration pour remplir l'outil GéoMCE.

Dans le cas où certaines mesures sont modifiées, les modifications sont transmises au service instructeur, dans le mois qui suit le récolement des mesures et dans les conditions précédemment fixées.

Ces données doivent être transmises via un fichier d'import SIG (.shp) en ligne sur le site internet de la DREAL des Pays-de-le-Loire à l'adresse suivante : <http://www.pays-de-la-loire.developpement-durable.gouv.fr/la-sequence-eviter-reduire-compenser-erc-a4914.html>

L'exploitant est tenu de verser les données brutes de biodiversité acquises lors de l'étude préalable. Il doit également fournir celles recueillies postérieurement à la décision administrative à l'occasion du suivi des impacts et des mesures compensatoires aux mêmes échéances que les suivis afférents. Toutes ces données sont à verser sur l'espace de dépôt <https://depot-legal-biodiversite.naturefrance.fr/>, à l'aide des outils mis à la disposition de l'exploitant. Les certificats reçus après chaque dépôt des données brutes de biodiversité sont transmis à la direction départementale des territoires (DDT) de la Mayenne.

TITRE 10 PRÉVENTION DES RISQUES

CHAPITRE 10.1 STABILITÉ AU FEU DES STRUCTURES

ARTICLE 10.1.1 LIMITATION DES EFFETS DE L'INCENDIE

Le premier alinéa de l'article 74 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 juin 2015 modifié, susvisé est remplacé par l'alinéa suivant :

« Hormis l'atelier DIB3 qui fait l'objet de dispositions particulières, la stabilité au feu des structures doit être compatible avec les délais d'intervention des services d'incendie et de secours (au moins 1 heure). »

CHAPITRE 10.2 PRÉVENTION ET LUTTE CONTRE L'INCENDIE

ARTICLE 10.2.1 MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

Les dispositions de l'article 75 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 juin 2015 modifié, susvisé, sont remplacées par les dispositions suivantes :

« L'établissement est pourvu de matériels nécessaires à la prévention et à la lutte contre l'incendie. Ceux-ci sont vérifiés annuellement et maintenus en bon état de fonctionnement. Ils comportent notamment :

- un ensemble d'extincteurs de nature et de capacité appropriés aux risques à défendre, répartis judicieusement et en nombre suffisant dans l'établissement en accord avec les services d'incendie et de secours ;
- 11 poteaux incendie alimentés par les eaux de la carrière pouvant assurer un débit unitaire de 60 m³/h sous une pression résiduelle de 1 bar ;
- des RIA en nombre suffisant répartis à proximité de l'ensemble des zones à risque d'incendie ;
- un dispositif d'alarme permettant, en cas d'incendie, d'inviter le personnel à quitter l'établissement ;
- 1 réserve d'eau incendie de 205 m³ équipée de pompes pour fournir un débit de 90 m³/h ;
- 1 château d'eau de 500 m³ ;
- 2 bassins de décantation de 8 000 m³ pouvant fournir de l'eau incendie ;
- une réserve d'émulseur conforme à la norme EN 1568-3 de classe 1A ou 2A de 5000 litres à une concentration d'emploi de 6 % ou équivalent, permettant de faire face à un feu de liquide inflammable ;

L'atelier DIB3 dispose des moyens supplémentaires suivants :

- 4 poteaux incendie connectés au réseau de l'usine devant fournir un débit total simultané d'au moins 270 m³/h ;
- 1 réserve d'eau incendie indépendante de 350 m³ dédiée aux RIA, sprinklers, canons à eau et système « Fire fly » ;
- dans la zone amont :
 - des caméras de surveillance reliées à la salle de contrôle de l'usine ;
 - des RIA y compris pour la zone d'entreposage des refus de tri ;

- des canons à eau de type « Fire rover » ;
- sur les lignes de broyage : des détections infra-rouge d'incendie sur les trémies, dans les chambres de broyage et sur les jetées vers les convoyeurs ;
- 1 canon à eau au niveau des lignes de broyage pour le noyage des trémies ;
- des systèmes d'extinction automatique dans les chambres de broyage et sur le convoyeur de sortie ;
- dans la zone aval :
 - des détections thermiques d'incendie et des caméras thermiques en nombre suffisant ;
 - un système d'extinction automatique de type sprinklage tête ouverte ;
- sur le convoyeur en sortie d'atelier vers le précalcinateur :
 - une détection thermique d'incendie ;
 - un système d'extinction automatique de type « Fire fly » en pied ;
 - un système d'extinction automatique de type sprinkler tête ouverte sur 15 m ;
- une extinction gaz au niveau de l'armoire électrique du process ;
- report de l'ensemble des alarmes vers la salle de contrôle de l'usine ;

L'atelier DSB3 dispose des moyens suivants :

- 3 poteaux incendie parmi les 11 poteaux incendie du réseau de l'usine, situés à moins de 100 m de chacune des deux implantations de l'atelier ;
- des RIA dédiés à l'atelier ;
- un système de dépoussiérage ou d'inertage approprié ;
- des systèmes de détection d'incendie ;
- des systèmes d'extinction automatique de types « Fire fly », sprinklers, et CO₂.

L'atelier VALMAT est doté de RIA pour prévenir tout risque d'incendie non lié aux matériaux.

La plateforme extérieure de criblage et de préparation de déchets solides combustibles est limitée à 6 000 tonnes. Cette zone est compartimentée par des merlons de terre qui peuvent être utilisés pour recouvrir les déchets en cas d'inflammation. Elle est équipée d'un système de surveillance vidéo relié à la salle de contrôle et des rondes de surveillance sont réalisées.

Le stockage des déchets liquides aqueux est muni d'un dispositif d'extinction approprié.

L'atelier de broyage du charbon est muni d'un dispositif d'inertage au CO₂.

Le silo DSB2 de déchets combustibles solides proche du four cimentier est muni d'un suivi de la température, d'événements d'explosion et d'un clapet casse-vidé, et d'un système d'inertage au CO₂ en partie haute et en partie basse.

L'atelier DIB2 d'entreposage des déchets combustibles solides, d'un volume de 3 000 m³ réalisé en cellules, est équipé de détecteurs de flamme et de monoxyde de carbone, d'un désenfumage adapté (l'exploitant doit être en mesure de justifier son dimensionnement), de 6 RIA et d'un réseau de sprinklage.

Les zones de transit des déchets avant injection dans le four sont équipées de systèmes de détection incendie.

L'atelier de stockage de bois broyés de 80 m³ dispose d'une caméra thermographique avec alarme reportée sur le système de sécurité incendie général de l'usine, d'une sirène et flash à côté du stockage de bois et d'un système d'arrosage automatique associé. Le tapis convoyeur attenant est équipé d'un détecteur de flamme et d'un système d'extinction automatique.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. »

CHAPITRE 10.3 RISQUE Foudre

ARTICLE 10.3.1 PROTECTION CONTRE LA Foudre

L'exploitant est tenu de respecter les dispositions de la section III de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

À ce titre, concernant les nouveaux ateliers DIB3, DSB3 et VALMAT, l'analyse du risque foudre et l'étude technique sont transmises à l'inspection des installations classées dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Les dispositifs de protection contre la foudre résultant de ces études sont mis en place au plus tard à la mise en service des nouveaux ateliers.

TITRE 11 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

CHAPITRE 11.1 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES DE L'ATELIER DIB3

ARTICLE 11.1.1 CONCEPTION

La zone amont de l'atelier DIB3 est constituée de murs extérieurs en bloc-béton de type légo, d'une hauteur de 4,8 mètres, surmontés d'une structure métallo-textile (voile léger vertical jusqu'à 8,5 mètres de hauteur et charpente recouverte d'une toile textile).

La zone aval de l'atelier DIB3 est constituée de murs extérieurs en béton, d'une hauteur de 4,8 mètres, surmontés d'une structure métallo-textile (voile léger vertical jusqu'à 8,5 mètres de hauteur et charpente recouverte d'une toile textile).

Les deux parties de l'atelier DIB3 sont séparés par un mur REI120 (coupe-feu 2 heures) d'une hauteur de 12 mètres et de longueur 40 mètres, dépassant d'au moins 1 mètre de part et d'autre de la limite commune aux deux zones.

La zone d'entreposage des refus de tri des déchets est constituée de murs extérieurs en béton, d'une hauteur de 4 mètres, abritée par une structure métallique.

ARTICLE 11.1.2 AMÉNAGEMENT DES PRESCRIPTIONS MINISTÉRIELLES

Article 11.1.2.1 Comportement au feu

Les dispositions de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, sont substituées par les dispositions suivantes :

« Le bâtiment de l'atelier DIB3 présente les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- l'ensemble de la structure est R15 ;
- les matériaux sont de classe A2s1d0 ;
- les murs extérieurs en béton ou bloc-béton sont de classe E30 ;
- les murs séparatifs (hors mur séparant la zone amont de la zone aval) sont de classe E30 .

Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (passage de gaines et canalisations, de convoyeurs) sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs.

Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »

Article 11.1.2.2 Désenfumage

L'article 8 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, ne s'applique pas à l'atelier DIB3.

TITRE 12 DISPOSITIONS DIVERSES

CHAPITRE 12.1 DIFFUSION, TRANSMISSION A L'EXPLOITANT, EXÉCUTION

ARTICLE 12.1.1 DIFFUSION

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

- 1) une copie du présent arrêté est adressée à la mairie de Saint-Pierre-la-Cour pour y être consultée ;
- 2) un exemplaire sera affiché à ladite mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins de M. le maire de Saint-Pierre-la-Cour et envoyé à la préfecture de la Mayenne, bureau des procédures environnementales et foncières ;
- 3) une copie de cet arrêté est adressée :
 - aux chefs de services ;
 - aux conseils municipaux des communes de : Bourgon, Launay-Villiers, La Brûlatte, La Gravelle, Saint-Pierre-la-Cour (département 53), et Bréal-sous-Vitré, La Chapelle Erbrée, Erbrée, Le Pertre, Mondevert (35) ;
 - au conseil communautaire de Laval Agglomération.
- 4) Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État en Mayenne pendant une durée minimale de quatre mois :

<https://www.mayenne.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement-eau-et-biodiversite/Installations-classees/Installations-classees-industrielles-carrieres/Autorisation>

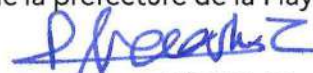
ARTICLE 12.1.2 TRANSMISSION A L'EXPLOITANT

Le présent arrêté est notifié, par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'exploitant qui devra l'avoir en sa possession et le présenter à toute réquisition.

ARTICLE 12.1.3 EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de la Mayenne, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) des Pays-de-la-Loire, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, le maire de Saint-Pierre-la-Cour sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour la préfète et par délégation,
Le sous-préfet, secrétaire général
de la préfecture de la Mayenne



Ronan LÉAUSTIC

Voies et délais de recours page suivante

Voies et délais de recours

Conformément à l'article L. 181-17 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement et sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Nantes, 6, allée de l'Île Gloriette – 44041 Nantes Cedex 01 ou par voie électronique par l'intermédiaire de l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site : www.telerecours.fr dans les délais suivants :

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Mayenne prévue au 4° de l'article R. 181-44.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

En application de l'article L. 181-17 du code de l'environnement, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier son recours à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision

En application de l'article R. 181-51 du code de l'environnement, l'affichage et la publication mentionnent l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

Article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

Toute décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai. Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

Article R. 181-51 du code de l'environnement :

En cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre d'une autorisation environnementale ou d'un arrêté fixant une ou plusieurs prescriptions complémentaires prévus aux articles L. 181-12, L. 181-14, L. 181-15 et L. 181-15-1, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. Cette notification doit être effectuée dans les mêmes conditions en cas de demande tendant à l'annulation ou à la réformation d'une décision juridictionnelle concernant une telle autorisation ou un tel arrêté. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

La notification du recours à l'auteur de la décision et, s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

Les dispositions du présent article sont applicables à une décision refusant de retirer ou d'abroger une autorisation environnementale ou un arrêté complémentaire mentionnés au premier alinéa. Cette décision mentionne l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

Arrêté n°53DCBPEF-2025-159 du 23 octobre 2025 autorisant la société Lafarge Ciments à poursuivre l'exploitation de ses installations de fabrication de ciment et de co-incinération, de déchets, situées Route de Bréal à Saint-Pierre-la-Cour (53410)

TITRE 1 PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES.....	3
Chapitre 1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation.....	3
Article 1.1.1 Domaine d'application.....	3
Article 1.1.2 Exploitant titulaire de l'autorisation.....	4
Article 1.1.3 Autorisations embarquées.....	4
Article 1.1.4 Application et Modifications des prescriptions des actes antérieurs.....	4
Article 1.1.5 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées.....	4
Article 1.1.6 Liste des rubriques au titre de la nomenclature eau.....	10
Chapitre 1.2 Conditions générales de l'autorisation.....	11
Article 1.2.1 Caractéristiques de l'établissement.....	11
Article 1.2.2 Origine des déchets.....	12
Article 1.2.3 Conformité au dossier de demande d'autorisation.....	12
Article 1.2.4 Durée de l'autorisation – Annulation et déchéance.....	13
Article 1.2.5 Modification du champ de l'autorisation.....	13
Article 1.2.6 Mise à jour de l'étude d'impact et de l'étude des dangers.....	13
Article 1.2.7 Changement d'exploitant.....	13
Chapitre 1.3 Législation et réglementations applicables.....	13
Article 1.3.1 Respect des autres législations et réglementations.....	13
TITRE 2 GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT.....	14
Chapitre 2.1 Principes généraux.....	14
Article 2.1.1 Conception des installations.....	14
Chapitre 2.2 Surveillance – Accidents.....	14
Article 2.2.1 Surveillance de l'exploitation.....	14
Article 2.2.2 Surveillance environnementale.....	15
Article 2.2.2.1 Surveillance des émissions.....	15
Article 2.2.2.2 Principe de surveillance.....	15
Article 2.2.2.3 Suivi, analyse et interprétation des résultats de la surveillance.....	15
Article 2.2.2.4 Conservation des résultats de la surveillance.....	16
Article 2.2.3 Contrôles et analyses.....	16
Article 2.2.4 Déclaration des incidents ou accidents.....	16
Chapitre 2.3 Stockages et canalisations.....	16
Article 2.3.1 Aires de chargement, de déchargement et de manipulation.....	16
TITRE 3 FONCTIONNEMENT GÉNÉRAL DE L'INSTALLATION.....	17
Chapitre 3.1 Caractéristiques de l'installation.....	17
Article 3.1.1 Ateliers de broyage et concassage.....	17
Article 3.1.2 Lignes de cuisson.....	17
TITRE 4 CONDITIONS D'ADMISSION DES DÉCHETS.....	18
Chapitre 4.1 Livraison et réception des déchets.....	18
Article 4.1.1 Caractéristiques des déchets admis.....	18
Article 4.1.2 Déchets interdits.....	18
Article 4.1.3 Procédure d'admission des déchets.....	18
Article 4.1.4 Certificat d'acceptation préalable.....	18
Article 4.1.5 Contrôles d'admission des déchets.....	18
Chapitre 4.2 Ateliers déchets.....	20
Article 4.2.1 Entreposage / préparation des déchets.....	20
TITRE 5 GESTION ET TRAITEMENT DES DÉCHETS PRODUITS PAR L'INSTALLATION ET NON VALORISÉS SUR LE SITE.....	21
Chapitre 5.1 Déchets produits par l'établissement.....	21
Article 5.1.1 Déchets produits par l'établissement hors déchets indésirables issus du tri des déchets entrants.....	21
Article 5.1.2 Elimination des déchets.....	22
Article 5.1.3 Registre déchets.....	22

TITRE 6 PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES.....	22
Chapitre 6.1 Mise en service des nouvelles installations.....	22
Article 6.1.1 Contrôle des niveaux de bruit.....	22
TITRE 7 PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE.....	23
Chapitre 7.1 Ateliers de broyage.....	23
Article 7.1.1 Conduits et installations raccordées.....	23
Article 7.1.2 Valeurs limites en poussières des rejets hors fours.....	23
Chapitre 7.2 Maîtrise des émissions diffuses.....	23
Article 7.2.1 Application des meilleures techniques disponibles.....	23
Article 7.2.2 Atelier DIB3.....	23
Article 7.2.3 Plateforme VALMAT.....	24
TITRE 8 SURVEILLANCE DES REJETS ET DE L'IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT.....	24
Chapitre 8.1 Surveillance des rejets atmosphériques.....	24
Article 8.1.1 Broyeur des argiles calcinées.....	24
Article 8.1.2 Surveillance de l'impact sur l'environnement.....	24
TITRE 9 PAYSAGE - MILIEU NATUREL.....	25
Chapitre 9.1 Paysage.....	25
Article 9.1.1 Intégration dans le paysage.....	25
Chapitre 9.2 Milieu naturel – Faune et flore.....	26
Article 9.2.1 Généralités.....	26
Article 9.2.2 Mesures d'évitement et de réduction d'impact.....	26
Article 9.2.2.1 Adaptation de l'emprise des installations.....	26
Article 9.2.2.2 Réduction du risque de dégradation des habitats et de mortalité des reptiles.....	27
Article 9.2.2.3 Réduction du risque de dissémination des espèces exotiques envahissantes.....	27
Article 9.2.2.4 Réduction des risques de pollutions chroniques ou accidentelles en phase travaux.....	27
Article 9.2.2.5 Réduction du risque de pollution par la gestion des eaux pluviales.....	28
Article 9.2.2.6 Réduction de l'impact de la pollution lumineuse nocturne sur la faune.....	28
Article 9.2.2.7 Réduction du risque de destruction ou de perturbation de la faune par l'adaptation du planning des travaux.....	29
Article 9.2.2.8 Réduction du risque de mortalité des reptiles et des amphibiens.....	29
Article 9.2.2.9 Maintien d'une connexion transversale du cours d'eau (La Valière) et de ses berges.....	29
Article 9.2.2.10 Réduction du risque de mortalité de reptiles par la mise en place d'une fauche locale à haute fréquence.....	29
Article 9.2.3 Mesures compensatoires.....	30
Article 9.2.3.1 Mesures compensatoires pour la faune.....	30
Article 9.2.3.2 Mesures compensatoires pour les haies.....	30
Article 9.2.4 Mesures d'accompagnement.....	31
Article 9.2.4.1 Suivi de l'effectivité des mesures en phase chantier.....	31
Article 9.2.4.2 Suivi de l'efficacité des mesures compensatoires.....	32
Article 9.2.5 Géolocalisation des mesures compensatoires et données de biodiversité.....	32
TITRE 10 PRÉVENTION DES RISQUES.....	33
Chapitre 10.1 Stabilité au feu des structures.....	33
Article 10.1.1 Limitation des effets de l'incendie.....	33
Chapitre 10.2 Prévention et lutte contre l'incendie.....	33
Article 10.2.1 Moyens de lutte contre l'incendie.....	33
Chapitre 10.3 Risque foudre.....	35
Article 10.3.1 Protection contre la foudre.....	35
TITRE 11 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES.....	35
Chapitre 11.1 Dispositions particulières de l'atelier DIB3.....	35
Article 11.1.1 Conception.....	35
Article 11.1.2 Aménagement des prescriptions ministérielles.....	35
Article 11.1.2.1 Comportement au feu.....	35
Article 11.1.2.2 Désenfumage.....	36
TITRE 12 DISPOSITIONS DIVERSES.....	36
Chapitre 12.1 DIFFUSION, TRANSMISSION A L'EXPLOITANT, EXÉCUTION.....	36
Article 12.1.1 Diffusion.....	36
Article 12.1.2 Transmission a l'exploitant.....	36
Article 12.1.3 Exécution.....	36

Annexe à l'arrêté n° 53DCBPEF-2025-159 du 23 octobre 2025 autorisant la société Lafarge Ciments à poursuivre l'exploitation de ses installations de fabrication de ciment et de co-incinération de déchets, situées Route de Bréal à Saint-Pierre-la-Cour (53410)

Plan des nouvelles installations repérées en couleur

(page suivante)

